

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°781/ mars 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2023

Au 4^e trimestre 2023, **le climat des affaires reste inchangé pour le troisième trimestre consécutif**. L'indicateur du climat des affaires (ICA) se stabilise ainsi pour atteindre 101,9, proche de sa moyenne de longue période (100).

Le niveau d'activité faiblit modérément au 4^e trimestre, dans le sillage du ralentissement de la consommation des ménages. L'inflation a rebondi en fin d'année avec la hausse des prix des services de transport, jusqu'à rattraper, en glissement annuel, le niveau national. Les effectifs salariés progressent encore, mais à un rythme moins soutenu que précédemment. La dégradation continue des conditions sur le marché de l'emploi présage un retournement dans les mois à venir.

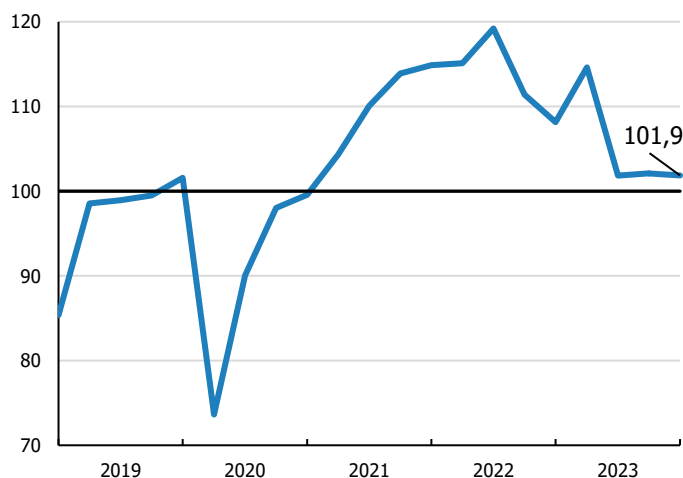
Les coûts du financement bancaire ont continué d'augmenter en fin d'année, affectant le marché immobilier et le financement des entreprises.

Si le ralentissement de l'économie affecte l'ensemble des secteurs d'activité, les services et le tourisme restent moins impactés que les autres.

Pas d'amélioration de la conjoncture économique au 4^e trimestre

Un climat des affaires inchangé

Indicateur du climat des affaires à La Réunion
100 = moyenne de longue période



L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, atteint 101,9, un niveau proche des deux trimestres précédents (-0,2 point par rapport au 3^e trimestre) et de sa moyenne de longue période (100).

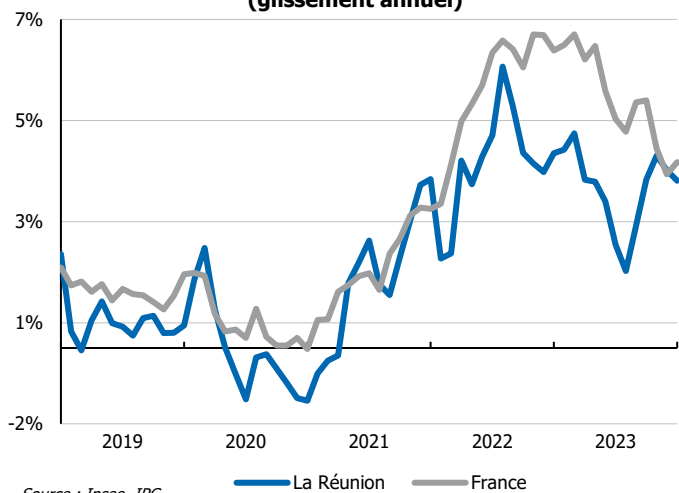
Selon les professionnels interrogés, l'activité continue toutefois à modérément s'affaiblir au 4^e trimestre. En parallèle, les niveaux de la trésorerie et des charges d'exploitation se détériorent. Les effectifs augmentent, mais à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent. La hausse du niveau des prix de vente est en revanche la plus faible enregistrée depuis le deuxième trimestre 2021.

Les chefs d'entreprise semblent un peu plus optimistes quant au trimestre à venir. Ils anticipent un léger redressement de leur activité. Les perspectives d'investissement progressent au-dessus de leur moyenne de longue période. Néanmoins, ils ne prévoient pas d'amélioration des soldes de gestion (charges et trésorerie).

Source : IEDOM, enquête de conjoncture

L'inflation rattrape le niveau national

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



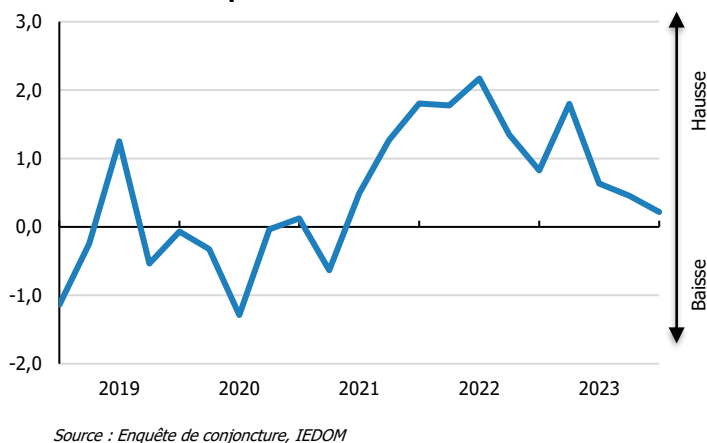
L'indice des prix à la consommation des ménages bondit de 1,6 % en glissement trimestriel (après +0,8 % au T3 et +0,6 % au T2).

Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des prix des services qui atteint 2,5 % fin décembre après +0,6 % au trimestre précédent. Parmi ceux-ci, les prix des services de transport sont particulièrement dynamiques (+10,4 % après +1,4 %), portés par la croissance saisonnière des tarifs du transport aérien. Les prix des produits manufacturés ont quant à eux progressé de 1,6 % en glissement trimestriel, et les prix de l'alimentation de 0,7 %. Les prix de l'énergie ont baissé sur le trimestre de 1,9 %, dans le sillage de la détente observée sur les prix des produits pétroliers (-3,0 %).

Sur un an, les prix à la Réunion progressent de +3,3 % à fin décembre, après +1,5 % à fin septembre. L'inflation à La Réunion a ainsi presque rattrapé l'inflation dans l'Hexagone, qui s'établit à +3,7 % à fin décembre.

Un marché de l'emploi moins dynamique

Solde d'opinion concernant les effectifs

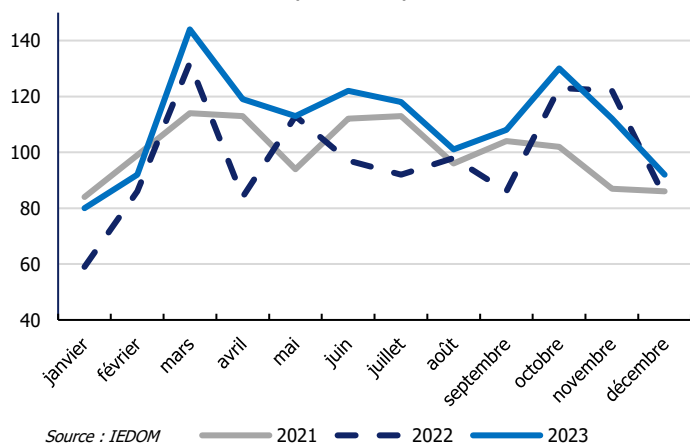


Au 4^e trimestre, les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture continuent de déclarer des effectifs en hausse. Toutefois, cette hausse est désormais modeste par rapport aux trimestres précédents. Pour rappel, sur les neuf premiers mois de l'année, 1 867 créations nettes d'emploi ont été enregistrées (contre +6 107 sur l'année 2022). Près de la moitié proviennent du secteur non marchand. Le nombre d'intérimaires diminue de manière significative : - 3,8 % sur le trimestre. Par ailleurs, le nombre de personnes en contrats aidés (parcours emploi compétences) à fin décembre est en baisse de 1,6 % (représentant -150 emplois) par rapport à décembre 2022.

Dans ce contexte, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (catégories A, B et C) illustre d'ores et déjà le ralentissement à l'œuvre : il est stable (+0,0 %) après 3 trimestres consécutifs de baisse. Ainsi au 4^e trimestre, il atteint 153 540 (CVS).

Une consommation des ménages atone

Dossiers déposés à la commission de surendettement (en nombre)

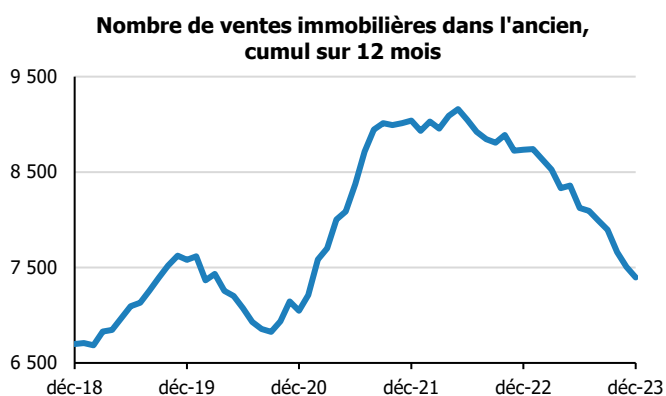


Les dépenses des ménages réunionnais réalisées par cartes bancaires (GIE Banque) ont continué de diminuer au 4^e trimestre. Néanmoins, ce repli est moins rapide que celui enregistré au 3^e trimestre : leur montant cumulé depuis le début de l'année a reculé de 7,0 % par rapport à 2023 (après - 6,3 % au 3^e trimestre et -4,6 % au 2^e trimestre). Les immatriculations de véhicules neufs ont progressé de 1,1 % sur le trimestre, mais elles restent légèrement inférieures à l'année dernière en cumul sur 2023 (-0,5 %).

Par ailleurs, les chefs d'entreprise du secteur du commerce déclarent une légère dégradation de leur activité sur le trimestre. Les importations de biens destinés aux ménages continuent de fléchir : en valeur, les importations de produits agroalimentaires et les importations de biens d'équipement du foyer diminuent sur le trimestre respectivement de 8,5 % et 5,6 % (en données CVS).

Le nombre de personnes en difficulté financière déposant un dossier auprès de la commission de surendettement de l'IEDOM progresse de 2,1 % ce trimestre. Sur l'année, le nombre de dossiers augmente de 13 %.

L'investissement limité par les coûts de financement



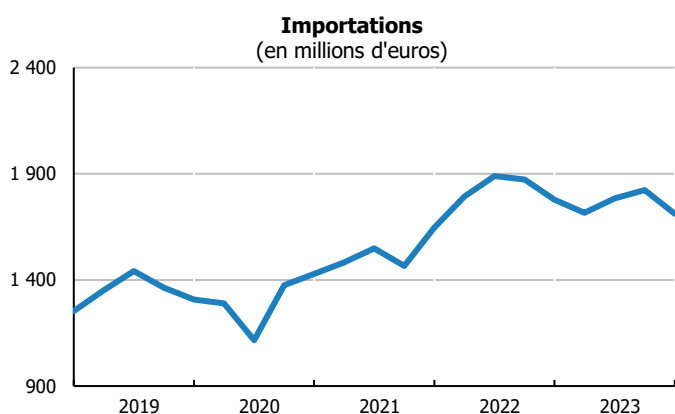
Source : IGEDD

L'investissement résidentiel continue de faiblir. Le nombre de ventes immobilières recule de 15,6 % en cumul sur 12 mois à fin décembre. Ce repli s'explique notamment par le niveau élevé des taux d'intérêt immobiliers qui, hors frais et assurances, atteignent en moyenne effective 3,28 % à La Réunion à fin octobre.

S'agissant de l'investissement des entreprises, les importations en biens d'équipement sont en net recul ce trimestre (-12,8 % CVS), tout comme les biens intermédiaires (-11,7 % CVS).

Dans le sillage de cette baisse, le nombre d'entreprises en défaillance augmente de 89,3 % au 4^e trimestre 2023 par rapport au 4^e trimestre de l'année passée (après +63,7 % au 3^e trimestre).

Forte baisse du commerce extérieur



Source : Douanes, CVS IEDOM

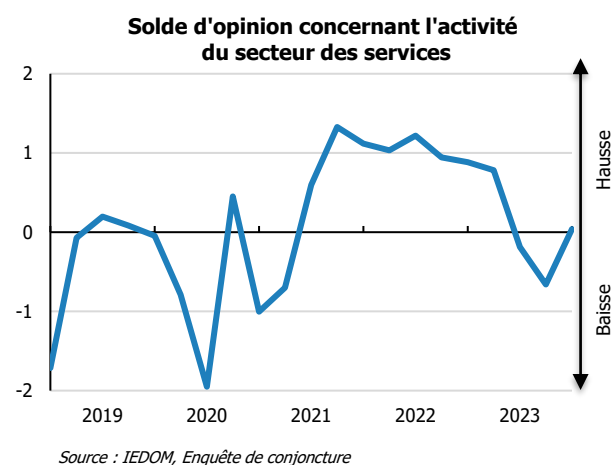
Les importations reculent au 4^e trimestre (- 6,1 % par rapport au trimestre précédent en CVS). Cette baisse coïncide avec le fléchissement de la consommation privée (les importations de produits agroalimentaires sont en recul de 8,5 %) et avec le ralentissement des investissements (les importations de biens d'équipements professionnels reculent de 12,8 %).

Les exportations sont également en baisse sur le trimestre (- 28,3 % CVS). Les exportations de produits agroalimentaires, en particulier, reculent de 29,9 %.

Sur l'année, le trafic cumulé du Grand Port en volume se monte à 5,2 millions de tonnes de marchandises, en baisse de 9 % par rapport à 2022.

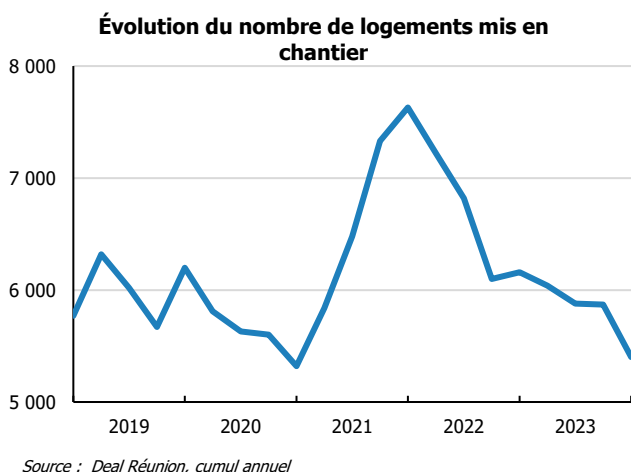
Aucun secteur n'est épargné par les difficultés

La dégradation des conditions d'activité a touché l'ensemble des secteurs. Dans ce contexte, les secteurs des services marchands et du tourisme restent moins impactés que les autres.



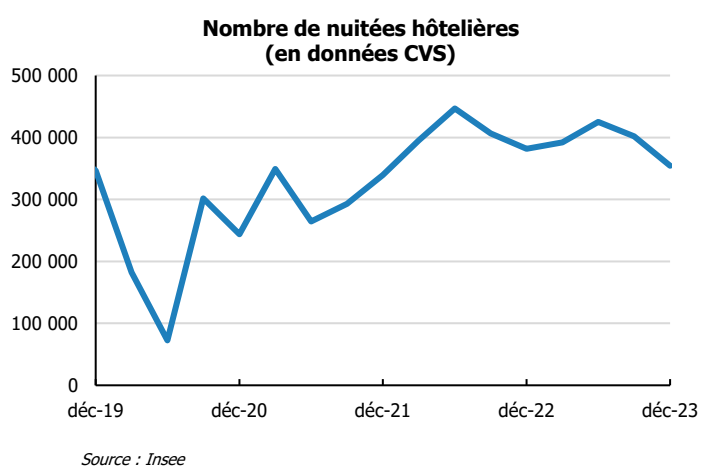
Les chefs d'entreprise du secteur des **services marchands** notent que l'activité est revenue au niveau de sa moyenne de longue période au 4^e trimestre, après deux trimestres de baisse. Ils sont plus optimistes également s'agissant de l'activité à venir au prochain trimestre. Ils notent toutefois que leurs charges s'alourdissent sans discontinuer depuis début 2022. Le niveau de trésorerie et les délais de paiement restent bien orientés. À noter que les services marchands sont, avec la construction, les secteurs dans lesquels les professionnels déclarent désormais les hausses de prix de vente les plus importantes.

Les professionnels du secteur de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires** constatent une dégradation de l'activité au 4^e trimestre (après une activité stable au trimestre précédent). Ils font face à une détérioration marquée de leurs charges d'exploitation et des délais de paiement. S'agissant de l'élevage, les abattages de porcins et de volailles reculent ce trimestre (- 5,6 % CVS et - 7,9 % CVS). Les abattages de bovins augmentent légèrement quant à eux (+0,5 %).



Dans le secteur de la **construction**, l'activité se dégrade davantage par rapport au trimestre précédent. Le niveau des carnets de commandes diminue fortement, concomitamment à la baisse du nombre de logements mis en chantier (-8,5 % sur le trimestre). Les professionnels déclarent des effectifs à la baisse à l'image du niveau des effectifs du BTP qui diminue de 1 % sur le trimestre (CVS) et 2,5 % par rapport au 4^e trimestre 2022. Les charges d'exploitation se stabilisent par rapport à leur moyenne de long terme depuis pour la première fois depuis fin 2021.

Les entrepreneurs du secteur des **industries manufacturières** portent un jugement négatif sur la dynamique de leur d'activité pour la première fois depuis le 2^e trimestre de 2020. Le niveau du carnet de commandes marque le pas et la hausse de la trésorerie ralentit.



L'activité dans le secteur du **tourisme** est plutôt stable au 4^e trimestre, selon les professionnels du secteur. Le taux d'occupation des hôtels est stable (+1 pt) par rapport au 4^e trimestre 2022, comme le nombre de nuitées (-1,5 %). Le nombre de passagers sur l'axe La Réunion-Métropole diminue modérément (- 3,6 % sur le trimestre), mais conserve un niveau supérieur à 2019. Les chefs d'entreprise témoignent d'une dégradation de leur niveau de trésorerie pour la première fois depuis le début de l'année.

Dans le secteur du **commerce**, les professionnels déclarent un léger recul de l'activité. Le niveau de stocks de produits finis ralentit modestement en lien avec le ralentissement de la consommation privée. Les délais de paiement de dégradent rapidement sur le trimestre. La trésorerie, qui s'améliorait au trimestre précédent, se détériore de nouveau au 4^e trimestre. Les recettes d'octroi de mer diminuent de 1,2 % par rapport au même trimestre l'année précédente, illustrant l'orientation des ventes du secteur.

La conjoncture régionale et internationale

DES ÉVOLUTIONS DISPARATES

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique progresse au 4^e trimestre 2023, avec une hausse de 6,3 % du nombre de touristes extérieurs en comparaison avec le 4^e trimestre 2022. Sur un an, ce niveau a augmenté de 5,7 %. Néanmoins, le nombre de visiteurs reste inférieur aux niveaux observés avant la crise sanitaire (-8,6 % sur l'année, par rapport à 2019). La Banque centrale maintient une politique monétaire accommodante, avec un taux directeur à 2,5 %.

À **Maurice**, en 2023, la croissance augmenterait de 7,1 % au lieu de 6,8 % comme prévu en septembre 2023. Cette hausse s'inscrirait dans le sillage d'une forte dynamique des investissements (+21,2 %) et de la consommation des ménages (+1,8 %). La Banque centrale maintient ses taux à 4,5 % et ceci depuis le début de l'année.

En **Afrique du Sud**, au 3^e trimestre 2023, la croissance du PIB était de +0,2 %, après +0,5 % au 2^e trimestre. Ce ralentissement est lié à la baisse des dépenses de consommation finale des ménages (-0,3% au troisième trimestre). La Banque centrale maintient son taux directeur à 8,25 % depuis mai 2023, en raison de risques inflationnistes encore élevés.

À **Madagascar**, l'activité de crédit reprend pour la majorité des banques, selon l'enquête de la Banque centrale menée auprès des banques de la place. Les banques parviennent à satisfaire la demande de crédits qui a soudainement augmenté. La situation socio-politique demeure perçue comme un obstacle au développement de l'activité bancaire.

Aux **Comores**, les échanges commerciaux fléchissent de 10,9 % sur le trimestre du fait d'une part, de la contraction des exportations de la quantité de girofle et d'autre part, de la baisse des importations des produits alimentaires et de biens énergétiques. La Banque des Comores a augmenté son taux directeur à 3 %.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

LA CROISSANCE MONDIALE SE STABILISE ALORS QUE L'INFLATION RECULE TOUT EN DOUCEUR

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2024, **l'économie mondiale** a enregistré une croissance de 3,1 % en 2023, soit une révision à la hausse de 0,1 point par rapport aux prévisions du mois d'octobre. La croissance mondiale devrait rester inchangée en 2024 et se maintenir à 3,1 %. Malgré le niveau élevé des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation et le retrait de dispositifs budgétaires dans un contexte de fort endettement, l'économie mondiale s'avère résiliente et l'inflation recule plus vite que prévu. En effet, après avoir atteint 6,9 % en 2023, l'inflation mondiale devrait s'établir à 5,8 % en 2024 et à 4,4 % en 2025.

Aux **États-Unis**, le PIB a progressé de 0,8 % au quatrième trimestre 2023, en rythme trimestriel, après une augmentation de 1,2 % au trimestre précédent. Les dépenses publiques et privées ont contribué à cette dynamique. Sur l'ensemble de l'année 2023, le PIB a progressé de 2,5 % selon le FMI, soit une révision à la hausse de 0,4 point par rapport aux prévisions d'octobre. La croissance devrait ensuite ralentir en passant à 2,1 % en 2024, puis à 1,7 % en 2025, à cause des effets décalés du resserrement de la politique monétaire, du rééquilibrage progressif des finances publiques et de l'atténuation des pénuries de main-d'œuvre.

Dans la **zone euro**, le PIB est resté stable au quatrième trimestre, alors qu'il avait enregistré une baisse de 0,1 % au trimestre précédent. Cette évolution cache des disparités entre les pays de la zone puisque le Portugal et l'Espagne enregistrent des hausses trimestrielles importantes (+0,8 % et +0,6 %) à l'inverse de l'Irlande et de l'Allemagne qui ont vu leur PIB se contracter (-0,7 % et -0,3 %). Fin décembre, l'inflation s'est établie à 2,9 % contre 2,4 % en novembre. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a été de 0,5 % selon le FMI. En 2024, elle pourrait s'établir à 0,9 % soit une révision à la hausse de 0,3 point par rapport aux prévisions d'octobre, grâce à l'augmentation du revenu disponible réel.

En **France**, le PIB est stable au quatrième trimestre selon l'Insee. L'investissement des entreprises et la consommation des ménages ont ralenti (-0,7 % et -0,1 %) alors que le commerce extérieur marque un rebond qui contribue positivement à la croissance (+1,2 point). En effet, les importations diminuent fortement (-3,1 %), tandis que les exportations restent quasi stables (-0,1 %). Sur l'ensemble de l'année, le PIB a augmenté de 0,9 % selon l'Insee.

Au **Japon**, le PIB enregistre un modeste rebond de 0,2 % au quatrième trimestre, soutenu par la consommation des ménages et la reprise du tourisme international dans le pays. Sur l'ensemble de l'année, la croissance nipponne s'établit à 1,9 % selon le FMI, mais devrait ralentir et progresser de 0,9 % en 2024.

Enfin, les **pays émergents et en développement** ont vu leur PIB croître de 4,1 % en 2023. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,7 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+3,4 %), au Brésil (+3,1 %) et en Russie (+3,0 %). En 2024, le FMI prévoit une croissance maintenue à 4,1 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon

[Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)
[Annexes statistiques et méthodologie](#)

Directeur de la publication : P. LA COGNATA — Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA
Rédacteur : T. CABELLO
Éditeur et imprimeur : IEDOM